



Afrique 2006 : après les armes, les urnes ...

(d'après l'édition 2007 des *Perspectives économiques en Afrique**)

par Andrea Goldstein et Federica Marzo

- ◆ La tendance de long terme au recul de l'instabilité politique s'est confirmée en 2006 avec la diminution des conflits armés, qui restent pourtant fréquents.
- ◆ Plusieurs pays africains ont organisé des élections pluralistes et les progrès vers la démocratie participative sont encourageants.
- ◆ Mais la gouvernance économique ne progresse pas suffisamment pour éradiquer la corruption, véritable frein au développement socio-économique.

La bonne gouvernance est l'un des moteurs de la croissance économique et de l'accélération de la lutte contre la pauvreté. Rien d'étonnant donc à ce que sa promotion soit devenue la clé de voûte du dialogue politique entre gouvernements africains et bailleurs internationaux. Globalement, les résultats sont encourageants même si l'affirmation de la démocratie représentative connaît encore des à-coups plus ou moins graves.

L'édition 2007 des *Perspectives économiques en Afrique* propose une série d'indicateurs politiques¹ qui permettent un suivi étroit des évolutions politiques et sociales de 31 grands pays d'Afrique².

La transition vers le multipartisme et le pluralisme politique s'est poursuivie en 2006 : pratiquement 59 millions d'Africains ont participé à des élections présidentielles dans dix pays africains (avec un taux de participation de 67,3 pour cent). Dans neuf cas, le président sortant a été réélu, avec une marge allant de 67 pour cent en Gambie à 42 pour cent en Zambie. En république démocratique du Congo (RDC), la tenue en juillet 2006 des premières élections libres et régulières depuis 40 ans marque un tournant historique. En outre, sept pays (Ouganda compris, où il faut remonter à 1986

pour retrouver ce type de scrutin) ont organisé des élections législatives pluralistes.

La tendance de long terme au recul de l'instabilité politique, observée depuis 2002, s'est confirmée. En Algérie, les troubles politiques ont considérablement diminué depuis 2001 alors qu'en Éthiopie et au Kenya, les tensions ethniques se sont récemment nettement relâchées. En Ouganda, le gouvernement et les rebelles de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) ont signé une trêve en août 2006, qui a marqué la fin des hostilités et le début des pourparlers de paix, aussitôt interrompus. En Côte d'Ivoire, le président Gbagbo et le chef des rebelles Guillaume Soro ont signé un accord crucial en mars 2007, qui a conduit en avril à la nomination de ce dernier au poste de Premier ministre.

De même, les données du Heidelberg Institute for International Conflict Research indiquent que les conflits armés inter-pays sont passés de 13 en 2002 à cinq en 2005, le nombre de pays impliqués reculant de 11 à quatre. Sur la même période, les victimes de ce type de conflits ont diminué, de 4 741 à 1 851. Malgré ces évolutions positives, ces conflits constituent la première menace pour la démocratie et les droits de l'homme et la proportion de conflits violents en Afrique subsaharienne reste la plus élevée du monde. L'année 2006 a également été marquée par une recrudescence des conflits régionaux. Outre la crise du Darfour, qui a eu des répercussions sur les pays frontaliers, la corne de l'Afrique donne des signes inquiétants de désintégration, avec une guerre civile ouverte en Somalie qui voit l'Érythrée armer l'Union des tribunaux islamiques et les troupes éthiopiennes intervenir en Somalie pour y rétablir le gouvernement fédéral de transition.

1. Indicateur des troubles politiques et indicateur du durcissement du régime, tous les deux calculés à partir des informations hebdomadaires publiées par *Marchés tropicaux et méditerranéens*.

2. Pour plus de détails sur la méthode, voir Kauffmann, C., F. Marzo et L. Wegner (à paraître), "Moving Towards Political Stability? Monitoring Political Instability, Governments Response and Economic Performance in African Countries", Working Paper, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Le climat politique n'a guère fait de progrès en 2006, car la nette dégradation de la situation de certains pays a annihilé les améliorations enregistrées dans bon nombre d'autres pays. Ce durcissement a été provoqué soit par le déclenchement de nouveaux conflits (comme au Tchad), soit par une sortie de crise qui s'éternise (comme en Côte d'Ivoire) soit encore par la tenue d'élections (comme en RDC). En Guinée, une série de grèves entamées fin 2006 a provoqué une vive réaction du gouvernement début 2007, entraînant la mort de nombreux civils. L'évolution au Nigeria a également été mitigée : malgré le refus du sénat d'amender la constitution¹, ce qui atteste d'une consolidation de la démocratie parlementaire, le climat s'est tendu à l'approche des élections présidentielles de 2007 et le pays est actuellement en plein chaos.

Alors que les Africains eux-mêmes² sont assez satisfaits de leurs processus électoraux, de nombreux pays ignorent encore la liberté de la presse. Souvent perçue comme endémique, la corruption figure en outre parmi les principales entraves au développement économique et humain. S'il ne fait aucun doute que les problèmes africains exigent des solutions africaines, les résultats sont

1. Pour permettre au président sortant de se présenter à nouveau aux élections.
2. Selon les derniers résultats d'*Afrobarometer*.

là aussi inégaux. Le mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP) lancé en juillet 2002 dans le cadre du Nepad est l'occasion pour les dirigeants africains de prouver leur détermination à améliorer la gouvernance économique, à lutter contre la corruption et à favoriser le développement humain. Le processus avance : les conclusions ont été finalisées pour quatre pays (Afrique du Sud, Ghana, Kenya et Rwanda) et le rapport préparatoire pour Maurice a été achevé ; enfin, le Ghana et le Kenya ont terminé la phase cinq, avec la publication des rapports pays et des programmes d'action. Aucun nouveau pays n'a ratifié en 2006 la convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée en 2003 : il manque encore quatre signatures (sur les 15 requises) pour qu'elle puisse entrer en vigueur. En 2002, le sommet de l'UA à Durban avait entériné la création de la Force africaine d'intervention (FAI) pour servir de pilier au nouvel édifice sécuritaire de l'Afrique. La deuxième phase du déploiement de la FAI a démarré, mais ses capacités à gérer des opérations complexes de maintien de la paix restent encore fragiles et les progrès n'ont atteint un niveau satisfaisant qu'avec la création de la Brigade d'intervention de l'Afrique de l'Ouest, forte de l'expérience acquise avec l'Ecomog (Groupe d'observation militaire de la Cedeao) en Côte d'Ivoire, au Liberia et en Sierra Leone.

* Publication conjointe de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE, avec le soutien financier de la Commission européenne.

www.oecd.org/dev/aeo



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : dev.contact@oecd.org